

TRAITE COOPERATION EN MATIERE DE BREVETS

Expéditeur : L'ADMINISTRATION CHARGÉE DE
L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

PCT

Destinataire

PEAUCELLE, Chantal
Cabinet Armengaud Aîné
3, avenue Bugeaud
F-75116 Paris
FRANCE

NOTIFICATION DE LA DÉCISION RELATIVE À LA RÉSERVE

(règle 68.3.e) et e) et
instruction administrative 603 du PCT)

A l'attention de Mme PARIS FAX NO 0945538021

Date d'expédition
(Jour/mois/année)

12.08.98

Référence du dossier du déposant ou du mandataire

CP/58.689

NOTIFICATION IMPORTANTE

Demande internationale n°

PCT/FR 97/01295

Date du dépôt international
(Jour/mois/année)

11/07/1997

Déposant

INSTITUT NATIONAL DE LA SANTÉ ET DE LA... et al.

Il est notifié au déposant que, après avoir examiné la réserve relative au paiement de la ou des taxes additionnelles, l'administration chargée de l'examen préliminaire international a pris la décision suivante.

1. ☒ La réserve a été jugée justifiée dans une mesure telle que :
- a. ☒ la ou les taxes additionnelles [et la taxe de réserve] seront intégralement remboursées en temps utile.
- b. ☐ un remboursement partiel d'un montant de _____ (montant/monnaie)
sera opéré en temps utile pour la ou les motifs suivants:

2. ☐ La réserve a été jugée injustifiée, et il ne sera pas procédé au remboursement de la ou des taxes additionnelles [et de la taxe de réserve], pour la ou les motifs suivants:

ATTENTION

Le déposant doit notifier à bref délai au Bureau international s'il souhaite qu'une copie de la réserve et de la décision y relative soit envoyée aux offices désignés.

Nom et adresse postale de l'administration chargée de l'examen
préliminaire international



Office Européen des Brevets
D-80298 Munich
Tél. (+49-89) 2399 0, Tx: 523636 cpmu d
Fax: (+49-89) 2399-4465

Fonctionnaire autorisé

C. Pedersen

N° de Téléphone

09 2399 8063

Résultat du réexamen effectué par l'organe de réexamen conformément à la Règle 68.3.c PCT.

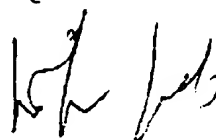
1. L'organe de réexamen considère que la présente demande internationale satisfait à l'exigence d'unité de l'invention (Règles 13.1, 13.2 et 13.3 PCT). Cette opinion est basée sur l'argumentation présentée pour la première fois de manière suffisamment claire et explicite par les Demanderesses au paragraphe 2.1. de leur lettre du 25.06.98. L'invention répond au concept général unique de la fourniture de l'ensemble exhaustif et spécifique des gènes liés à la pathogénicité de Nm. Ce concept général unique est soutenu par les exemples figurant dans la description, qui montrent le caractère exhaustif et spécifique des séquences Nm-spécifiques obtenues.
2. En conséquence, le remboursement des deux taxes additionnelles acquittées par les Demanderesses est ordonné.
3. Le point 3 soulevé par les Demanderesses dans la lettre du 25.06.97 (montant des taxes) devient dès lors sans objet. A noter cependant que la fonction de l'examineur est de déterminer si l'exigence d'unité de l'invention est réputée observée ou si elle ne l'est pas. Le problème du montant des taxes ne relève ni de sa compétence ni de sa responsabilité (Règle 68.3.a).
4. Par ailleurs, l'organe de réexamen attire l'attention des Demanderesses sur le fait que d'éventuelles objections relatives à la procédure devant l'ACRI seraient également sans objet dans la mesure où les Demanderesses n'ont pas payé la taxe de réserve. En effet, comme mentionné dans le formulaire PCT/ISA/228 daté du 27.02.98; "Si la taxe de réserve n'est pas acquittée dans le délai indiquée plus haut, la réserve sera considérée comme retirée."



A. Ury



R. Hermann



S. Yeats

TRAITE DE COOPERATION EN MATIERE DE BREVETS

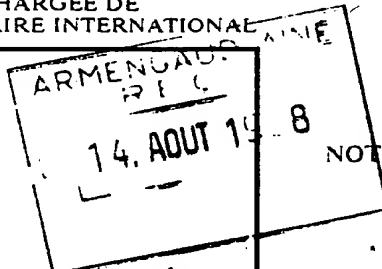
#7
09/214, 789

Expéditeur : L'ADMINISTRATION CHARGÉE DE
L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

PCT

Destinataire

PEAUCELLE, Chantal
Cabinet Armengaud Ainé
3, avenue Bugeaud
F-75116 Paris
FRANCE



NOTIFICATION DE LA DECISION RELATIVE A LA RESERVE

(règle 68.3.c) et e) et
instruction administrative 603 du PCT)

A l'attention de Mme PARIS

Date d'expédition
(jour;mois;année)

12.08.98

Référence du dossier du déposant ou du mandataire
CP/58.689

NOTIFICATION IMPORTANTE

Demande internationale n°

PCT/FR 97/01295

Date du dépôt international
(jour;mois;année)

11/07/1997

Déposant

INSTITUT NATIONAL DE LA SANTE ET DE LA... et al.

Il est notifié au déposant que, après avoir examiné la réserve relative au paiement de la ou des taxes additionnelles, l'administration chargée de l'examen préliminaire international a pris la décision suivante.

1. ☒ La réserve a été jugée justifiée dans une mesure telle que :
- a. ☒ la ou les taxes additionnelles [et la taxe de réserve] seront intégralement remboursées en temps utile.
- b. ☐ un remboursement partiel d'un montant de _____ (montant;monnaie)
sera opéré en temps utile pour le ou les motifs suivants:

2. ☐ La réserve a été jugée injustifiée, et il ne sera pas procédé au remboursement de la ou des taxes additionnelles [et de la taxe de réserve], pour le ou les motifs suivants:

ATTENTION

Le déposant doit notifier à bref délai au Bureau international s'il souhaite qu'une copie de la réserve et de la décision y relative soit envoyée aux offices désignés.

Nom et adresse postale de l'administration chargée de l'examen
préliminaire international



Office Européen des Brevets
D-80298 Munich
Tel. (+49-89) 2399-0, Tx: 523656 epmu d
Fax: (+49-89) 2399-4465

Fonctionnaire autorisé

C. Pedersen

N° de Téléphone


089 7399 8063

Résultat du réexamen effectué par l'organe de réexamen conformément à la Règle 68.3.c PCT.

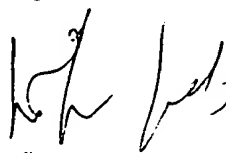
1. L'organe de réexamen considère que la présente demande internationale satisfait à l'exigence d'unité de l'invention (Règles 13.1, 13.2 et 13.3 PCT). Cette opinion est basée sur l'argumentation présentée pour la première fois de manière suffisamment claire et explicite par les Demanderesses au paragraphe 2.1. de leur lettre du 25.06.98. L'invention répond au concept général unique de la fourniture de l'ensemble exhaustif et spécifique des gènes liés à la pathogénicité de Nm. Ce concept général unique est soutenu par les exemples figurant dans la description, qui montrent le caractère exhaustif et spécifique des séquences Nm-spécifiques obtenues.
2. En conséquence, le remboursement des deux taxes additionnelles acquittées par les Demanderesses est ordonné.
3. Le point 3 soulevé par les Demanderesses dans la lettre du 25.06.97 (montant des taxes) devient dès lors sans objet. A noter cependant que la fonction de l'examineur est de déterminer si l'exigence d'unité de l'invention est réputée observée ou si elle ne l'est pas. Le problème du montant des taxes ne relève ni de sa compétence ni de sa responsabilité (Règle 68.3.a).
4. Par ailleurs, l'organe de réexamen attire l'attention des Demanderesses sur le fait que d'éventuelles objections relatives à la procédure devant l'ACRI seraient également sans objet dans la mesure où les Demanderesses n'ont pas payé la taxe de réserve. En effet, comme mentionné dans le formulaire PCT/ISA/228 daté du 27.02.98; "Si la taxe de réserve n'est pas acquittée dans le délai indiquée plus haut, la réserve sera considérée comme retirée."



A. Ury



R. Hermann



S. Yeats